

F.L.N.C

Le F.L.N.C est né de la volonté d'une partie de notre peuple de ne pas accepter sa disparition programmée par la France.

Au moment de sa création à la fin des années 70 du siècle dernier, dans un monde en grande mutation (éveil des consciences politiques chez les jeunes, fin des empires coloniaux,...) notre organisation avait à lutter contre la colonisation de peuplement symbolisée par l'arrivée des français d'Algérie. Puis le F.L.N.C a du agir pour que cesse la manipulation des urnes faite par le clan et encouragée par la France. Nous avons contribué à la récupération des terres agricoles que la France avait généreusement données aux Pieds Noirs. Nous avons éveillé les consciences sur la disparition de notre langue et obtenu par la lutte la réouverture de notre université. Nous avons aussi empêché la bétonisation de notre littoral. Nous avons retardé la colonisation de peuplement en créant par nos actions militaires une toile d'inquiétude qui freinait les appétits spéculatifs et les arrivées en masse.

Le F.L.N.C a su trouver le mode d'action qui a interpellé non seulement notre peuple mais aussi les observateurs internationaux sur la situation que la France nous imposait.

La pratique de la lutte armée utilisée comme propagande politique a permis d'obtenir le résultat positif qu'est la prise de conscience du peuple corse qu'il existe en tant que tel, et qu'à ce titre, **il a le droit et le devoir de pérenniser son devenir.**

Pendant toutes ces années nos militants ont sacrifié leur vie et celle de leurs familles pour que ce peuple continue de vivre.

Pourtant, l'Etat français a, depuis le début, mis toutes ses forces et utilisé tous les moyens possibles pour dénigrer notre lutte. Des barbouzes à l'utilisation de voyous sans scrupules, de l'embastillement à la déportation de nos militants, de la propagande française à la colonisation de peuplement effrénée, tout a été mis en œuvre pour détruire notre action et décourager la conscience nationale corse.

En vain.

Durant ces 40 longues années de lutte, le FLNC a traversé des périodes très éprouvantes qui ont parfois conduit à des scissions internes. Notre organisation est apparue suite à l'une d'elles le 22 octobre 2002. Nous nous sommes à cette date désolidarisés du FLNC Union des Combattants dont nous étions pourtant une importante fraction et avons alors fait le choix de nous orienter vers une nouvelle vision de la lutte clandestine en rupture avec celle définie dans les années 1980 et 1990. Notre volonté fut d'agir sans nous appuyer sur un parti politique public défendant nos thèses.

Sans être opposé à l'action politique publique, cette voie stratégique nous a donné une totale liberté d'action en nous exonérant de l'entrave du système électoral qui a souvent imposé des choix ou des trêves aux militants clandestins dans des périodes qui ne le justifiaient pourtant pas. Le fait de ne pas avoir de relais publics nous a imposé de porter un message politique argumenté à chaque revendication, ce qui a fortement crédibilisé notre démarche.

La stratégie politique de notre organisation était affichée : mettre la lutte de libération nationale corse sur un plan horizontal et plus pyramidal comme cela était le cas depuis la création du FLNC.

Nous ramenions la lutte politico militaire au même niveau que la lutte de masse et la lutte institutionnelle; mais sans interférence ni rapport de force.

Durant toutes ces années nous avons gardé contact avec les militants de l'Union des Combattants dont seule la stratégie de lutte divergeait, l'objectif final étant bien entendu le même.

Après 250 attentats, dont certains spectaculaires, et de nombreux textes de revendications, les résultats de la synergie de cette vision se firent sentir et l'adhésion populaire devenait grandissante.

Mais nous sommes avant toute chose des militants politiques et les résultats des élections territoriales de 2010 nous ont incités à prendre du recul sur le terrain des actions militaires car il était alors impossible de ne pas tenir compte du fait que le mouvement national, même divisé, représentait en additionnant les votes plus de 35% des suffrages exprimés. Nous avons donc fait le choix de laisser du temps aux Nationalistes présents à l'Assemblée de Corse pour ne pas être un frein à une stratégie qui, somme toute, avait obtenu des résultats. **En tous cas électoraux.**

Cela ne nous a pas empêché de douter de l'efficacité de l'action publique des Nationalistes à l'assemblée face à un Etat français toujours plus enfermé dans sa négation de notre peuple et dans sa répression féroce. Nous l'avons d'ailleurs exprimé par un communiqué en 2012 lors de la venue du ministre de l'intérieur de l'époque Valls.

2014 est une année importante dans l'histoire politique de la Corse. Le FLNC de l'Union des Combattants prend la courageuse décision de cesser les actions militaires et de s'engager dans une sortie progressive de la clandestinité.

Au moment où elle est faite, cette annonce ne nous convainc pourtant pas. Nous pensons que la période est mal choisie pour une cessation définitive de la lutte armée. Pour nous, tous les voyants sont au rouge : Sur le terrain économique, l'économie résidentielle est en plein essor, les nouvelles résidences aux noms bien français fleurissent chaque jour, elles accueillent déjà les nouveaux arrivants (4.000 par an) venus grossir la colonisation de peuplement et l'électorat du Front National français.

L'agriculture se débat dans un marasme chronique où elle subit les lourdeurs administratives européennes, les crises sanitaires à répétition et les changements climatiques dans le silence pesant des instances responsables françaises.

L'artisanat et le commerce de proximité sont concurrencés de manière déloyale par une économie mondialisée aux règles élastiques. La grande distribution connaît ses plus belles années en ouvrant chaque jour des magasins de plus en plus disproportionnés en surface.

Au plan institutionnel, l'Etat français ne cherche même plus à masquer son opposition à toute évolution institutionnelle. Il ne tient compte en rien des votes de l'Assemblée de Corse.

Même après la décision de L'UC, l'Etat continue durant toute l'année 2015, sans états d'âme, sa répression et ses dénis de démocratie en Corse.

Sur la base de ce constat, nous avons envisagé un temps un repositionnement sur le terrain militaire. Mais la proximité des élections territoriales de décembre 2015 nous a conduits à faire preuve une fois de plus de patience.

La volonté commune d'union au sein du mouvement national laissait espérer une victoire possible au scrutin de décembre et à partir de là une inversion du processus de destruction français à notre égard.

Force est de constater que, de son côté, la France n'a pas une seconde envisagé ce qui s'est produit le 13 décembre 2015.

L'accession des nationalistes au pouvoir de l'Assemblée de Corse est un tremblement de terre politique dans l'histoire de France. Et aux vues des réactions que cette élection a suscitées, la prise de pouvoir des Nationalistes à l'Assemblée de Corse représente une réponse extraordinaire au mépris de la France envers notre peuple.

Les militants politiques que nous sommes ne peuvent pas être insensibles à cette formidable avancée.

Nous avons tous, pendant 4 décennies, militants publics et clandestins, maintenu le rapport de force avec l'Etat et en même temps combattu sur le terrain politique pour que nos idées soient reconnues et validées. Ce jour là est arrivé.

Certes, ça n'est qu'un premier pas vers le recouvrement de notre souveraineté, mais la Corse a désormais une écoute internationale comme jamais elle ne l'a eu. Et la France ne pourra jamais plus ignorer le fait national corse.

Pourtant, rien n'atteint plus la France que la remise en cause de son jacobinisme historique.

L'attitude rigide et complètement fermée au dialogue du premier ministre français Valls cache difficilement un désarroi politique profond. Une difficile adaptation au changement qui nous rend pleinement conscients que dès aujourd'hui et pendant les deux années qui vont suivre, l'Etat français va utiliser tous les moyens en sa possession pour provoquer un retour en arrière.

Nous nous attendons à des attaques sordides, aux possibles manipulations « barbouzardes », ainsi qu'à des arrestations arbitraires qui auraient pour seul but de provoquer un retour aux armes des mouvements clandestins.

Quoiqu'il en soit, à la lumière des résultats du 13 décembre 2015, nous pensons qu'il faut donner à la nouvelle Assemblée de Corse la possibilité de gérer sereinement cette mandature et, nous en sommes certains, les prochaines.

La gestion du pouvoir à l'Assemblée doit se faire sans pression inutile, avec le respect des engagements pris par les membres de l'Exécutif au cours de leur serment sur la Giustificazione de Salvini.

Quand bien même notre organisation n'a pas revendiqué d'action militaire depuis de nombreuses années, nous n'avons jamais annoncé de trêve ni dépôt des armes depuis notre création. N'ayant de compte à rendre qu'à notre peuple, notre silence pendant ces années passées n'est que le reflet de notre conscience politique mature.

Aujourd'hui, face à cette situation inédite, nous voulons apporter notre pierre à l'édifice de la construction apaisée de notre Nation et la seule façon de contribuer à cette évolution nouvelle dans la Corse du XXIème siècle est de renforcer le processus de paix initié par l'UC.

Notre organisation a donc décidé de s'engager dans un processus de démilitarisation de l'espace politique.

Durant cette période, nul ne pourra donc se prévaloir de notre organisation, ni même utiliser notre sigle qui possède un code d'authentification depuis sa création.

Nous appelons solennellement toutes les forces vives de notre peuple et plus particulièrement la jeunesse de notre pays à participer à l'effort de construction de la Nation corse en occupant la vie politique, associative, syndicale et économique avec toute la ferveur d'un peuple majeur en route vers la Libération.

Mais la cessation des actions militaires ne signifie pas un dépôt des armes.

Le dépôt des armes ne sera réel que lorsque la France cessera de nier le suffrage universel et qu'elle s'engagera vers une solution politique négociée de la question corse.

Le dépôt des armes ne sera effectif que lorsque nous aurons obtenu la reconnaissance officielle du peuple corse, libre sur sa terre de son droit à l'autodétermination et en route vers son indépendance.

L'adieu aux armes ne sera total qu'au retour des prisonniers politiques et à l'arrêt des poursuites pour tous les militants recherchés.

Pas avant.

Nous resterons pour notre part les sentinelles d'une Nation sans Etat qui avance sans crainte vers la Liberté et ne remettrons nos armes qu'au gouvernement de la Corse libre.

Evviva a Nazione. Evviva u Populu Corsu